



GHT DU LIMOUSIN

Pouvoir adjudicateur
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE de LIMOGES

Etablissement support du GHT du Limousin

2, avenue Martin Luther King

87042 LIMOGES CEDEX

Cellule de la Commande Publique - Fax : 05.55.05.60.87

Adresse électronique : celluledesmarches@chu-limoges.fr

Règlement de consultation

**TRAVAUX DE RESTRUCTURATION ET AGRANDISSEMENT DU
SERVICE DE RADIOLOGIE DU SITE DE BELLAC POUR Y
INSTALLER UN SCANNER**

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions des articles L 2123-1 et R 2121-5
du Code de la Commande Publique
et du CCAG Travaux du 30 Mars 2021

NUMERO MAPAHIHL TVX BATSCANNER

Organe de publication :

Plateforme de dématérialisation ☒ Site Internet du pouvoir adjudicateur ☐

BOAMP ☒

JOUE ☐

Presse locale ☐



Date et heure limites de réception des plis :

LUNDI 28 AVRIL 2025 à 12H00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

IMPORTANT :

Les offres devront être déposées exclusivement **par voie dématérialisée**. La signature électronique peut être utilisée lors de la remise des offres mais non obligatoire. Le candidat retenu pourra signer le marché avec un certificat de signature électronique s'il le souhaite ou de manière manuscrite.

Tous les échanges auront lieu par courriels sécurisés via la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats devront impérativement renseigner une adresse courriel valide lors de leur inscription sur la plateforme afin de recevoir les différents courriers et notifications.

ATTENTION : En cas de dépôts multiples, seul le dernier pli sera ouvert.

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	4
ARTICLE 1 IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....	5
ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE.....	5
ARTICLE 3 LES INTERVENANTS	5
3.1 Maîtrise d'œuvre	5
3.2 Contrôle technique.....	6
3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
ARTICLE 4 OBJET DE LA CONSULTATION	6
4.1 Intitulé de la consultation.....	6
4.2 Type de marché	6
4.3 Décomposition en tranches et en lots	7
4.4 Variantes.....	8
4.5 Clauses d'Insertion Sociale.....	8
4.6 Délai d'exécution.....	8
4.7 Conditions particulières d'exécution.....	9
4.8 Modifications de détail au dossier de consultation.....	9
4.9 Date limite de réception des offres.....	9
4.10 Délai de validité des offres.....	9
4.11 Visite des sites	9
ARTICLE 5 CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE).....	10
5.1 Contenu du dossier de consultation.....	10
5.2 Obtention du dossier de consultation.....	11
5.3 Communications et échanges d'informations par voie électronique	11
ARTICLE 6 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....	12
6.1 Conditions de rédaction des candidatures et des offres	12
6.2 Contenu des candidatures et des offres.....	12
1. Documents à produire à l'appui de la candidature	13
2. Documents à produire à l'appui de l'offre.....	13
3. Documents à produire par l'attributaire	14
6.3 Mode de remise des plis	15
ARTICLE 7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	15
7.1 Ouverture des plis et vérification des conditions de participation.....	15
7.2 Critères de jugement des offres	16
7.3 Négociation avec les candidats.....	18
7.4 Attribution et notification des résultats	18
1. Information des candidats et des soumissionnaires.....	19
2. Notification	19
ARTICLE 8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	19
8.1 Obtenir des renseignements complémentaires.....	19
8.2 Recours.....	20

PREAMBULE

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Celle-ci a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.

Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :

- *CHU Limoges*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourganeuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement parti au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du » Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin ».

A ce titre, la Directrice Générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

ARTICLE 1 IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Pouvoir adjudicateur : CHU de Limoges - Etablissement support du GHT du Limousin

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public de santé.

Siret : 268 708 518 000 17

Adresse : 2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

Adresse du profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Le CHU de Limoges agit pour le compte de l'établissement partie « **HOPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN** » au sens de l'article L 6132-3 du Code de la Santé Publique pour la passation du présent marché.

ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Maître de l'ouvrage : HOPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN - Etablissement partie du GHT du Limousin

Siret : 268 700 424 00016

Adresse : 4 avenue Charles de Gaulle – 87 300 BELLAC

ARTICLE 3 LES INTERVENANTS

3.1 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement désigné ci-après :

AMC2 ARCHITECTES
13, avenue Joseph Claussat
63400 CHAMALIERES
Tél. : 04 73 70 10 06

SAS INGEPOL
24, rue Atlantis – Immeuble Boreal
87069 LIMOGES CEDEX 3
Tél. : 05 55 56 25 90

Les missions confiées à la maîtrise d'œuvre sont :

- Etudes et valorisation des travaux
- Elaboration du Dossier de Consultation des Entreprises (cahier des charges techniques, DPGF, plans et carnets de détail)
- Assistance à l'analyse des offres,
- Direction de l'exécution des travaux,
- Assistance aux opérations de réception,
- Mission OPC
- Mission EXE
- Mission SSI
- Assistance pendant l'année de garantie de parfait achèvement,

3.2 Contrôle technique

SOCOTEC CONSTRUCTION

5, rue Columbia

87 000 LIMOGES

Tél. : 05 55 42 63 50

3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission S.P.S. sera assurée par :

BUREAU VERITAS CONSTRUCTION

21, rue Columbia

87280 LIMOGES

Tél. : 05.57.96.24.01

ARTICLE 4 OBJET DE LA CONSULTATION

4.1 Intitulé de la consultation

La présente consultation concerne des travaux de restructuration et d'agrandissement du service de radiologie situé sur le site de Bellac pour y installer un scanner.

Cette consultation concerne l'Avis d'Appel Public à Concurrence publié au BOAMP et mis en ligne sur le profil acheteur www.marches-publics.gouv.fr

4.2 Type de marché

Le marché est un marché de travaux passé selon la procédure adaptée, conformément aux articles L 2123-1 et R 2121-5 du code de la commande publique. Il est soumis au CCAG Travaux du 30 Mars 2021.

4.3 Décomposition en tranches et en lots

Le marché est alloti en 13 lots et il décomposé de la manière suivante :

- Lot n°1 : Terrassement - VRD
- Lot n°2 : Démolition - Gros Œuvre - Percements
- Lot n°3 : Isolation Thermique par l'Extérieur
- Lot n°4 : Charpente – Couverture – Bardage
- Lot n°5 : Etanchéité
- Lot n°6 : Menuiseries extérieures aluminium – Occultation
- Lot n°7 : Menuiseries intérieures bois
- Lot n°8 : Plâtrerie – Isolation – Faux plafonds
- Lot n°9 : Revêtements de sols souples
- Lot n°10 : Peinture
- Lot n°11 : Electricité courants forts et faibles
- Lot n°12 : Chauffage – Ventilation – Rafraichissement – Plomberie – Sanitaire
- Lot n°13 : Fluides médicaux

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Intitulé du lot	Catégorie	Désignation
Lot n°1 : Terrassement - VRD	45112500-0	Travaux de terrassement
Lot n°2 : Démolition - Gros Œuvre - Percements	45111100-9 45223220-4	Travaux de démolition Travaux de gros œuvre
Lot n°3 : Isolation Thermique par l'Extérieur	45321000-3	Travaux d'isolation thermique
Lot n°4 : Charpente – Couverture – Bardage	45261100-5 45261210-9 45262650-2	Travaux de charpente Travaux de couverture Travaux de bardage
Lot n°5 : Etanchéité	45261420-4	Travaux d'étanchéification
Lot n°6 : Menuiseries extérieures aluminium – Occultation	45421000-4	Travaux de menuiseries
Lot n°7 : Menuiseries intérieures bois	45421000-4 45421150-0	Travaux de menuiseries Travaux installation de menuiseries non

		métalliques
Lot n°8 : Plâtrerie – Isolation – Faux plafonds	45410000-4 45320000-6	Travaux de plâtrerie Travaux d'isolation
Lot n°9 : Revêtements de sols souples	45432111-5	Travaux de pose revêtements de sols souples
Lot n°10 : Peinture	45442100-8	Travaux de peinture
Lot n°11 : Electricité courants forts et faibles	45311200-2	Travaux d'installations électriques
Lot n°12 : Chauffage – Ventilation – Rafraichissement – Plomberie – Sanitaire	45330000-9 45331000-6	Travaux de plomberie Travaux d'installation matériel de chauffage ventilation, climatisation
Lot n°13 : Fluides médicaux	45000000-7 24111500-0	Travaux de construction Gaz médicaux

4.4 Variantes

Les variantes ne seront pas acceptées.

4.5 Clauses d'Insertion Sociale

Le présent marché fait l'objet de clauses d'insertions sociales en application de l'article L 2112-2 du Code de la Commande Publique.

Les entreprises attributaires s'obligent à réaliser une action d'insertion visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi.

Les lots concernés sont le lot n°2 Gros Œuvre et le lot n°11 Electricité.

L'offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour la non-conformité au cahier des charges.

Les modalités d'application sont décrites à l'article 7 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

4.6 Délai d'exécution

Le délai d'exécution est stipulé dans le planning prévisionnel des travaux joint au dossier de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité du strict respect des délais d'exécution.

4.7 Conditions particulières d'exécution

Travaux en site occupé :

Certains travaux concernent des bâtiments occupés. Les entreprises devront veiller à permettre la continuité de l'activité du service radiologie en préservant la sécurité des personnes. Les nuisances de chantier devront être limitées au minimum.

Un phasage des travaux est prévu en 2 phases : réalisation de l'extension en premier, puis rénovation de la partie existante tout en conservant un couloir d'accès entre l'extension et la zone de radiologie existante. Afin de ne pas gêner les occupants du site, ce couloir sera refait en fin de chantier sur des périodes de week-end.

4.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans possibilité d'élever une réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.9 Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée le **Lundi 28 Avril 2025 à 12h00**.

4.10 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

4.11 Visite du site

Une visite du site est obligatoire. Elle sera effectuée en présence de M. JUSIAK, Responsable des Services Techniques de l'HIHL ou son représentant et de M. TROUTAUD du Bureau d'Etudes INGEPOL.

Les candidats pourront visiter le site le :

**Vendredi 4 Avril 2025 à 14H30 ou
Mardi 8 Avril 2025 à 14H30**

Lieu de rendez-vous : Site de Bellac – 4, avenue Charles de Gaulle - 87300 BELLAC

Les candidats devront confirmer leur présence au minimum 48h avant le jour de la visite en contactant les personnes suivantes :

HIHL : M. JUSIAK à l'adresse : technique@hihl.fr

INGEPOLE : M. TROUTAUD à l'adresse : jean-etienne.troutaud@ingepole.fr

Copie : Mme LEZAUD Sandrine à l'adresse : sandrine.lezaud@hihl.fr

L'attestation de visite sera signée sur place par le représentant du maître d'ouvrage.

Le candidat qui n'aura pas effectué de visite verra son offre déclarée irrégulière.

ARTICLE 5 CONTENU ET CONDITIONS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE)

5.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

1	Le formulaire DC1
2	Le formulaire DC2
3	La liste des salariés étrangers
4	Le présent règlement de la consultation et son annexe relative à la procédure pour les réponses dématérialisées
5	Le guide relatif à la signature électronique des documents sur la PLACE pour les fournisseurs
6	Le formulaire ATTRI 1 – Acte d'engagement
7	La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire par lot
8	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
9	Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
10	La fiche thermique standardisée
11	Les notices thermiques, SSI, sécurité et accessibilité PMR
12	La nomenclature des portes et châssis
13	Le Planning prévisionnel des travaux
14	Les études de sols G2 AVP et G1
15	Le Plan topographique
16	La documentation du scanner
17	Le Plan Général de Coordination (PGC COPS)
18	Le Rapport Initial du Contrôle Technique (RICT)
19	Les pièces graphiques - Architecte (cf liste en annexe du RC)
20	Les pièces graphiques – BET (cf liste en annexe du RC)
21	Reportage photographique

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

5.2 Obtention du dossier de consultation

Conformément aux dispositions de l'article R 2132 du code de la commande publique, le Maître d'Ouvrage met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les opérateurs économiques n'ont pas l'obligation de s'identifier pour accéder aux documents de la consultation.

Toutefois, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse postale et électronique, afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du Maître d'Ouvrage ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Avertissement : L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Maître d'Ouvrage, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf) word, excel, powerpoint, et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip), et (.dwg).

5.3 Communications et échanges d'informations par voie électronique

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par voie électronique par l'intermédiaire du profil acheteur. A cette fin, l'opérateur économique mentionnera de manière précise une adresse mail de référence.

Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).

Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations.

Les candidats souhaitant s'identifier sur le portail devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un identifiant et un mot de passe.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

ARTICLE 6 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

6.1 Conditions de rédaction des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles devront être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les offres chiffrées des candidats doivent nécessairement être exprimées en EURO.

6.2 Contenu des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur encourage les candidats à distinguer dans leurs dossiers de réponses les pièces relatives à l'appréciation de leur candidature (Cf. article « Documents à produire au stade de la candidature ») et les pièces relatives à l'appréciation de leur offre (Cf. article « Documents à produire au stade de l'offre »).

1. Documents à produire à l'appui de la candidature

En application des dispositions de **R 2143-4** du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents mentionnés ci-après.

Retrouver le service permettant de remplir le DUME à l'adresse suivante :

<https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr>

Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessous permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le candidat remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

<p>1. La lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 ou forme libre), dûment complétée par le candidat et par chacun des cotraitants en cas de groupement,</p> <p>✓ Si le candidat se présente en groupement, préciser la forme du groupement, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire.</p>
<p>2. La déclaration du candidat (formulaire DC2) complétée par les certificats de qualification obtenus le cas échéant,</p>
<p>3. La déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 ou aux articles L 2141-7 à L 2141-10 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règles des articles L.5512-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. (formulaire DC1)</p>
<p>4. Le candidat devra fournir une liste de références correspondant à des travaux similaires réalisés depuis moins de trois ans (ces références comporteront obligatoirement l'intitulé de l'opération, le nom de la personne publique pour le compte de laquelle les prestations ont été réalisées, le contenu de la mission réalisée, la date d'exécution, les coordonnées des personnes pouvant en attester).</p>

NOTA : le formulaire DC2 est conçu pour compléter le formulaire DC1. Il n'a pas à être signé.

Le DC1 peut ne pas être signé. Toutefois, en cas de groupement, ce document, si le groupement ne fournit pas de lettre d'habilitation spécifique, doit être signé par tous les membres du groupement comme document d'habilitation du mandataire.

2. Documents à produire à l'appui de l'offre

Le soumissionnaire remet à l'appui de son offre :

- ✓ L'Acte d'engagement ATTRI 1 dûment complété (ce document sera à signer uniquement avec l'attributaire du marché ou le mandataire habilité ou à défaut par tous les cotraitants) ;
- ✓ La décomposition du prix global et forfaitaire,
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières,
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières,
- ✓ Le mémoire technique du candidat permettant d'apprécier la valeur technique. Il devra préciser les éléments suivants :
 - ↳ Les moyens humains et matériels de l'entreprise affectés au chantier
 - Moyens humains : Liste des personnels mis à disposition pour étudier, encadrer et exécuter les travaux, pour le présent chantier (CV, expériences **en site occupé hospitalier**, formations, compétences, etc.),*
 - Moyens matériels : Liste des matériels et matériaux, véhicules, outillages mis à dispositions pour la prestation, pour le présent chantier*
 - ↳ Le phasage des travaux avec enchainement des tâches et optimisation éventuelle
 - ↳ Méthodologie et adéquation des processus de l'entreprise avec les travaux à réaliser :
 - *Un programme d'exécution des ouvrages propre à chaque lot, indiquant de façon sommaire les méthodologies employées pour l'exécution des travaux, notamment en site occupé : préparation du chantier, dispositions pour la livraison et le stockage de matériaux sur le chantier, moyen de levage, organisation générale et méthodes d'intervention pendant le chantier, organisation et réactivité de l'entreprise*
 - *Fiches techniques de matériaux et matériels mis en œuvre sur chantier (documentations, notices techniques, PV...)*
 - ↳ Le développement durable, l'hygiène et la sécurité
- *Garanties apportées pour le respect des dispositions environnementales prescrites dans le cadre de cette opération, et organisation de la vie de chantier du point de vue hygiène et sécurité, gestion des déchets...*
- ✓ Un relevé d'identité bancaire avec codes IBAN et BIC

3. Documents à produire par l'attributaire

Afin de raccourcir autant que possible les délais de procédure et permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les candidats sont invités à joindre dès la remise de leur pli, les documents suivants :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales : attestation URSSAF et attestation de régularité fiscale,
- un extrait KBIS de moins de trois mois,
- une attestation d'assurance responsabilité civile, assurance biennale, une attestation d'assurance décennale.

- la liste des salariés étrangers employés par le candidat (modèle joint au marché).

6.3 Mode de remise des plis

Les opérateurs économiques devront remettre leur candidature et leur offre par voie électronique exclusivement sur le profil acheteur de l'établissement avant la date et l'heure limite de réception des offres, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (par exemple, par courrier électronique) ne sera acceptée.

Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le candidat devra se conformer aux dispositions indiquées dans l'annexe au règlement de la consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

CHU DE LIMOGES
Bâtiment Médico-Administratif
Cellule de la Commande Publique, bureau 1-31
Avenue Martin Luther King
87 042 LIMOGES CEDEX

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite de réception des offres seront effacés sans avoir été lus. Le candidat en est informé. Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte. Le dossier doit avoir été transmis de manière complète en une seule fois.

ARTICLE 7 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Ouverture des plis et vérification des conditions de participation

Seuls sont ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis de marché et dans le présent règlement de la consultation.

Les candidatures et les offres reçues hors délais sont éliminées en application des dispositions de l'article R 2151-5 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R 2161-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Le Pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous conformément à l'article R 2144 du code de la commande publique.

Le Pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché. Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché.

Le Pouvoir adjudicateur peut également demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

7.2 Critères de jugement des offres

Les offres seront jugées et notées sur 100, à partir des 2 critères définis ci-après, chaque critère étant noté selon son importance dans une logique de pondération, dans les conditions prévues aux articles L 2152 et R 2152 du code de la commande publique.

Pour retenir l'offre économiquement la plus avantageuse, l'établissement prendra en compte les critères de sélection suivants :

- le prix 40 %
- la valeur technique 60% appréciée au regard du mémoire technique du candidat

La méthode de calcul retenue par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- **Critère prix** : prix le plus bas issu de la consultation divisé par le prix proposé par le candidat étudié multiplié par 100, la note obtenue est ensuite affectée du coefficient pondérateur applicable au critère concerné.
- **Critère technique** : les offres des candidats sont notées sur 100 en application des critères et sous-critères ci-après :

➤ Sous-critère n°1 : Moyens humains et matériels de l'entreprise affectés au chantier : 20 points

- Moyens humains - Liste des personnels mis à disposition pour étudier, encadrer et exécuter les travaux, pour le présent chantier (CV, expériences en site occupé hospitalier, formations, compétences, etc.).
- Moyens matériels - Liste des matériels et matériaux, véhicules, outillages mis à dispositions pour la prestation, pour le présent chantier.
- Organisation - Moyens mis en œuvre lors des périodes de fortes activités en cas de difficultés d'exécution (retards éventuels, etc.)

➤ Sous-critère n°2 : Phasage des travaux avec enchaînement des tâches et optimisation éventuelle : 20 points

➤ Sous-critère n°3 : Méthodologie et adéquation des processus de l'entreprise avec les travaux à réaliser : 50 points

- Un programme d'exécution des ouvrages propre à chaque lot, indiquant de façon sommaire les méthodologies employées pour l'exécution des travaux, notamment en site occupé : préparation du chantier, dispositions pour la livraison et le stockage de matériaux sur le chantier, moyen de levage, organisation générale et méthodes d'intervention pendant le chantier, organisation et réactivité de l'entreprise
- Fiches techniques de matériaux et matériels mis en œuvre sur chantier (documentations, notices techniques, PV...)

➤ Sous-critère n°4 : Développement durable, Hygiène, Sécurité : 10 points

Garanties apportées pour le respect des dispositions environnementales prescrites dans le cadre de cette opération, et organisation de la vie de chantier du point de vue hygiène et sécurité, gestion des déchets.

Une note finale résultant de l'addition des notes pondérées obtenues est ensuite attribuée à chacune des offres. A l'issue de cette notation, un classement est effectué.

Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'ont pas été rejetées en application des articles L 2152-5 et L2152-6, R 2152-3 à R 2152-5 (offre anormalement basse du code la commande publique) sont notées et classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution précités.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'Acte d'Engagement (A.E.), ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F.), l'entrepreneur, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec l'acte d'engagement. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la D.P.G.F. qui sera pris en compte.

Le soumissionnaire dont l'offre est la mieux notée et arrive première au classement est retenu.

Méthode de détection des offres anormalement basses

1. La méthode dite de la "double moyenne" est celle utilisée.
2. Calcul de la moyenne des offres des entreprises (M1)
3. Elimination des offres 20 % au-dessus de cette moyenne ;
4. Calcul d'une nouvelle moyenne réduite (M2) sans tenir compte des offres supérieures à $1,2 * M1$ (20% au-dessus de M1)

Les offres dont le montant est inférieur à $0,85 * M2$ (15% en dessous de M2) sont identifiées comme potentiellement anormalement basses.)

Traitement des offres anormalement basses (articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique)

Une demande de justification est envoyée à(aux) l'(les) entreprise(s) concernée(s).

En fonction des réponses, l'acheteur choisit ou non de déclarer l'offre comme compétitive ou anormalement basse. Dans le dernier cas, l'offre est éliminée et n'est pas notée.

7.3 Négociation avec les candidats

A l'issue de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec 3 meilleurs offres de chaque lot, pour les candidats ayant déposé une offre régulière. La négociation prendra la forme écrite.

7.4 Attribution et notification des résultats

Après classement des offres, l'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue à titre provisoire.

Le marché ne pourra être définitivement attribué au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public que sous réserve que celui-ci produise (dans le cas où il ne l'aurait pas déjà fait au moment du dépôt de son pli et sous réserve des dispositions des articles R 2143-13 et R 2143-14 relatif aux marchés publics), dans un délai de 5 jours, les documents prévus aux articles R 2143-7 à R 2143-10 du code de la commande publique à savoir :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales : une attestation de régularité fiscale et une attestation de l'URSSAF,
- Un extrait de l'inscription au RCS (KBIS),
- Une attestation d'assurance responsabilité civile, une attestation d'assurance biennale, une attestation d'assurance décennale.
- la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à D. 8254-5 du code du travail : liste nominative des salariés étrangers que le candidat emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail (modèle joint au présent marché).

En application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique, quand le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne peut produire les attestations et certificats précités dans le délai fixé ci-dessus, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

En outre, s'il ne l'a pas déjà remis dans son offre, le candidat sollicité devra compléter, signer et transmettre au pouvoir adjudicateur son acte d'engagement et l'annexe financière, via le profil acheteur,

dans le délai indiqué dans le courrier/courriel qui lui sera adressé. La signature électronique pourra être utilisée.

Une mise au point du marché avec le soumissionnaire retenu pourra également être effectuée dans le respect des conditions de l'article R 2152-13 du code de la commande publique.

1. Information des candidats et des soumissionnaires

L'établissement notifiera, via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>, le rejet de sa candidature ou son offre à chaque candidat ou soumissionnaire concerné en lui indiquant les motifs de ce rejet.

Lorsque cette notification intervient après l'attribution du marché public, elle précise, en outre, le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Elle mentionne également la date à compter de laquelle l'acheteur est susceptible de signer le marché public dans le respect des dispositions des articles R 2182-1 à R 2182-3 du code de la commande publique.

2. Notification

Une fois le délai de suspension écoulé, le marché sera notifié via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune réponse orale ne sera apportée quant à la décision d'attribution du marché issu de cette consultation. Il est donc inutile de contacter par téléphone le service en charge de la passation de la procédure ou les services prescripteurs pour connaître la décision prise par le pouvoir adjudicateur. Les candidats recevront uniquement par écrit les informations relatives au choix du pouvoir adjudicateur dès que ce dernier aura statué.

ARTICLE 8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 Obtenir des renseignements complémentaires

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard **10 jours calendaires** avant la date limite de réception des offres une demande écrite via le profil acheteur du Pouvoir adjudicateur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier et s'étant identifiées, **6 jours calendaires au plus tard** avant la date limite de remise des offres.

8.2 Recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Limoges

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public.
- **Référé contractuel** prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois.
- **Référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Recours pour excès de pouvoir** contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.